

Comment la globalisation façonne le monde

Pierre-Noël Giraud

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2006/4 **Hiver**, PAGES 927 À 940
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

DOI 10.3917/pe.064.0927

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2006-4-page-927?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Comment la globalisation façonne le monde

Par **Pierre-Noël Giraud**

Pierre-Noël Giraud, est professeur d'économie à l'École nationale supérieure des Mines de Paris. Ses travaux portent sur les conséquences de la globalisation des entreprises, l'industrialisation des pays émergents et le développement durable.

La globalisation et ses conséquences en matière de finance et de commerce internationaux ont de puissants effets sur les économies nationales. Elles favorisent la progression des pays émergents ; laissent peu de place aux autres pays du Tiers-Monde, réduits à attendre que les émergents délocalisent ce qu'ils n'entendent plus faire ; et accroissent partout les inégalités économiques internes. Ces inégalités, ainsi que les pressions migratoires, sont les débats pressants de ce monde globalisé.

politique étrangère

Ce que la globalisation globalise

La vague actuelle de globalisation¹, amorcée dès 1945 et qui s'est accélérée dans les années 1970, n'a pas conduit et ne conduira pas à une « économie globale », à un seul immense marché. Les territoires où agissent les acteurs économiques restent cloisonnés par des frontières d'États. Certes, les frontières sont devenues beaucoup plus poreuses aux marchandises, et presque totalement aux informations numérisées. Mais elles restent des murailles pour les hommes, qui chaque jour tentent par milliers de les franchir au péril de leur vie. Au plan économique, on ne peut parler de globalisation qu'à propos des firmes, de l'information numérisée et des problèmes environnementaux et sanitaires.

Le processus de globalisation des firmes est ancien. On peut même dire, avec Fernand Braudel, que le capitalisme moderne est né au XIII^e siècle

Cet article reprend et développe des thèses qui ont été en partie publiées dans « Essai de prospective économique globale », Le Banquet, septembre 2005.

1. L'auteur tient à souligner que l'emploi du terme de « globalisation », souvent considéré comme un anglicisme, offre l'intérêt d'être plus neutre que celui de « mondialisation » et plus adapté à la description de ce qui se « globalise » effectivement : les firmes et l'information numérisable. On parle ainsi à juste titre de firme « globale » plutôt que de firme « mondiale ».

avec les multinationales marchandes issues des villes d'Italie du Nord. Ce n'est que récemment que l'on a pu parler de « firme globale ». Une firme est « globale » lorsqu'elle n'a pratiquement plus d'attaches privilégiées avec un territoire. Ces nouvelles firmes sont issues de la montée en puissance non seulement des pays, mais aussi des « firmes émergentes ». Depuis peu, celles-ci s'intègrent à des firmes ayant leur origine dans les pays dits « riches » pour former des réseaux véritablement « globaux ». Pour parler plus concrètement, une firme devient globale lorsqu'elle décide de localiser en Chine, en Inde ou au Brésil une partie de sa recherche-développement et qu'elle s'allie systématiquement, dans des modalités allant de la simple sous-traitance à la fusion, avec des firmes de ces pays. Sur chaque marché, ces réseaux se concentrent et tendent à être peu nombreux, voire en position de monopole. Le pouvoir des États sur ces firmes s'est fortement réduit (du moins s'ils agissent seuls), comme s'était réduit celui des princes italiens sur les premiers marchands multinationaux modernes. Désormais, ces firmes globales mettent en compétition sans état d'âme l'ensemble des territoires du monde.

L'importance économique de la globalisation des informations numérisées procède de ce qu'une part croissante des produits et de ce qui sert à produire prend la forme de fichiers numériques. La globalisation est le processus qui rend désormais techniquement très difficile d'empêcher la copie et la circulation, à un coût dérisoire, de ces fichiers. Ceux-ci circulent ainsi gratuitement sur la toile. Tous les secrets de la planète, tout ce qu'il faut savoir pour produire quoi que ce soit (dans la limite de ce qui est numérisable, et donc codifiable) se trouve déjà ou se trouvera bientôt sur la toile. Les droits de propriété intellectuelle deviennent ainsi de plus en plus difficiles à protéger à la fois techniquement, politiquement et sur le plan éthique. Aux dires de chercheurs de plus en plus nombreux, incluant ceux du secteur privé, le système actuel des brevets, en particulier depuis son extension au vivant comme aux modèles d'affaire, entrave désormais la recherche au lieu de la protéger et de la rémunérer. Les lois qui prétendent interdire le téléchargement de musique et de films sont ouvertement et impunément bafouées par des dizaines de millions de gens. Et ce ne sont là que deux aspects de ce phénomène très général, dont fait aussi partie le débat sur le droit pour les pays pauvres de produire et de vendre au prix des génériques des médicaments antiviraux encore couverts par des brevets. Il exige à l'évidence une redéfinition des sphères respectives de la marchandise et du bien public.

Une seconde conséquence, indirecte, de la globalisation de l'information numérisée, c'est la couverture de la quasi-totalité du monde par les réseaux de télévision et leur alimentation en contenus massivement standardisés, qu'il s'agisse de l'information ou des produits dits « cultu-

rels ». Ainsi, chacun vit désormais sous le regard des autres, ou du moins chacun croit savoir comment les autres vivent, ce qui, du point de vue des comportements économiques et politiques, revient au même.

Associé à la misère qui s'étend sur certaines zones, ce facteur agit puissamment sur les pressions migratoires, aussi bien internes (des campagnes vers les villes) qu'entre pays. Pour ce qui est des migrations internes, on s'attend à ce que deux milliards de personnes, essentiellement dans les pays émergents et pauvres, s'installent en ville dans les 30 ans qui viennent. Un mouvement d'urbanisation d'une telle ampleur et d'une telle rapidité serait sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Il est donc parfaitement impensable à cet horizon de prétendre « éradiquer les bidonvilles ». Mais il y a bien des façons de traiter leurs habitants : leur donner accès aux services de la ville et à ses opportunités, d'abord en reconnaissant qu'ils en font partie, ou faire comme s'ils n'existaient pas... Quant aux migrations entre pays pauvres et riches, on ne parviendrait – et encore – à les empêcher qu'au prix d'une négation des principes mêmes qui fondent les démocraties occidentales. Sans aller jusque-là, comment traite-t-on ceux qui ont immigré clandestinement et qui travaillent ? La question des migrations constituera à l'évidence une question politique majeure du siècle.

La globalisation des problèmes environnementaux tient simplement à ce que certains biens environnementaux et sanitaires ont acquis, de par leur nature même, ou par l'intensification de la circulation des hommes et des marchandises, un caractère de « bien public mondial ». Il s'agit essentiellement de la préservation du climat, de la biodiversité et de la prévention des épidémies. Ces « biens » ne peuvent être produits que par une concertation entre les États-nations, concertation toujours menacée par les « passagers clandestins » qui privilégient leurs intérêts de court terme et comptent sur les autres pour assumer les coûts d'un avenir meilleur.

La globalisation des firmes et les évolutions de la régulation de la finance et du commerce internationaux qui l'accompagnent ont de puissants effets sur les économies nationales ou, plus précisément, territoriales. Schématiquement : 1) elles favorisent l'émergence des pays émergents, c'est-à-dire aujourd'hui de pays comptant près de trois milliards d'hommes ; 2) elles laissent peu d'espoir à court terme aux autres pays de l'ex-Tiers-Monde : ils devront attendre que les actuels pays émergents veuillent bien délocaliser chez eux ce qu'ils ne veulent plus faire. Ce sont l'Inde, la Chine, le Brésil qui industrialiseront l'Afrique ; 3) elles tendent à accroître partout les inégalités économiques internes.

L'agenda politique qui en découle

Il en résulte que les gouvernements doivent désormais affronter cinq types de questions, qui prendront une acuité croissante si on ne les traite pas à temps :

- Comment protéger les consommateurs contre les firmes globales monopolistes, voire protéger leurs employés, si les marchés du travail eux-mêmes se mettent à moins bien fonctionner ?
- Comment redéfinir les frontières entre bien public et bien marchand en matière d'information numérisée ?
- Comment « sauver la planète » ?
- Comment faire devant les énormes pressions (externes aux pays) et les vastes mouvements (internes aux pays) migratoires, et comment traiter « l'étranger » à un pays, à une ville... ?
- Faut-il, et si oui comment, combattre les inégalités internes engendrées dans beaucoup de pays par la globalisation ?

À considérer cet agenda, on peine à croire que certains persistent à proclamer que le marché va « réguler » tout cela, quand il s'agit précisément, dans chaque cas, sauf le dernier, de « défauts de marché » !

La globalisation économique a ouvert une nouvelle ère dans « l'inégalité du monde »

Nous ne nous intéressons ici qu'au dernier point, et tenterons de montrer comment la globalisation économique a ouvert une ère nouvelle dans « l'inégalité du monde² ».

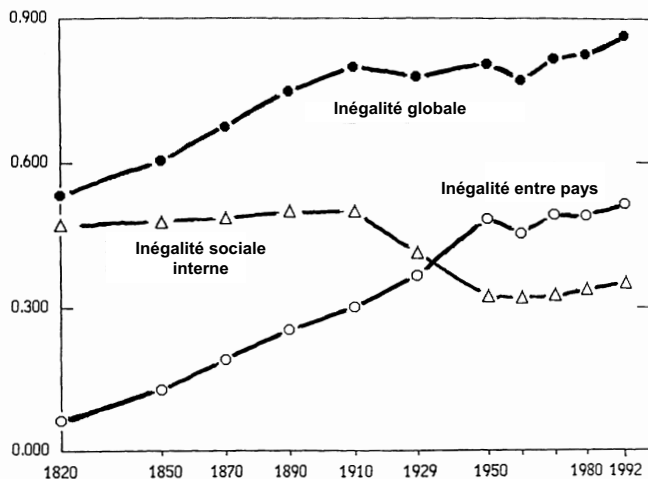
Une nouvelle ère des inégalités

On distingue, dans l'économie mondiale, trois types d'inégalités économiques : les inégalités entre pays, mesurées par exemple par les écarts de produit intérieur brut par habitant (PIB/hbt), les inégalités à l'intérieur d'un pays ou inégalités sociales, enfin les inégalités entre individus au sein de l'humanité prise comme un tout, qui sont la résultante des deux autres. Aussi tard que la fin du XVIII^e siècle, alors que l'Europe affirme déjà une éclatante suprématie, le monde est encore un espace de territoires égaux :

2. Dans *L'Inégalité du Monde* (Paris, Gallimard, Folio Actuel, 1996), l'auteur a proposé une explication d'ensemble des grands mouvements qu'ont connus, depuis la Renaissance, les inégalités économiques entre pays et à l'intérieur des pays. Il y a également développé la thèse de la spécificité actuelle de l'Inde et de la Chine, qualifiées de PBSCT (Pays à bas salaires et à capacité technologiques). Bien que publiées il y a dix ans, les thèses centrales de ce livre gardent une vive actualité. La présentation qui en est faite ici est bien sûr adaptée aux évolutions de la dernière décennie.

les inégalités entre pays sont très réduites ; le PIB/hbt est du même ordre de grandeur en Inde, en Chine, en Europe et dans le « Nouveau Monde ». Durant le XIX^e siècle et jusqu'à la fin du XX^e siècle, le fait majeur est l'incessante accentuation des inégalités entre pays. En revanche, les inégalités sociales internes aux pays restent stables en moyenne au cours du XIX^e siècle et jusqu'aux années 1920, puis elles se réduisent presque partout. Il faut, à notre sens, y voir l'effet de la peur inspirée par la première révolution socialiste victorieuse en 1917. Face à ce qui se voulait un modèle alternatif, les capitalismes ont inventé la social-démocratie. De plus, la relative fermeture des économies riches après la Première Guerre mondiale, très amplifiée par la crise des années 1930, favorise des politiques de partage équilibré de la valeur ajoutée, puisque les territoires ne sont pas encore mis en concurrence par les firmes globales. Cependant, dès les années 1960 et jusqu'aux années 1980, l'inégalité sociale cesse de décroître (Figure 1)³.

Figure 1. Évolution des inégalités



Sources : F. Bourguignon et C. Morrisson (2002), *op. cit.* [3].

Rattrapage de l'Inde et la Chine

La fin du dernier siècle est caractérisée par un retournement de la dynamique séculaire des inégalités économiques. Pour la première fois depuis deux siècles, les inégalités sociales commencent à augmenter

3. Sur les évolutions des trois types d'inégalité sur longue période, voir l'article dont la figure 1 est extraite : François Bourguignon, et Christian Morrisson, « Inequality Among World Citizens : 1820-1992 », *The American Economic Review*, septembre 2002.

pratiquement partout dans les années 1980, tandis que le mouvement bi-séculaire de creusement des inégalités entre pays est stoppé : l'ère du rattrapage des pays riches par les pays pauvres a commencé, ce dont il faut évidemment se réjouir. Après les avant-gardes de cheveau-légers tels la Corée, Taiwan ou Singapour, ce sont en effet les milliards d'hommes de l'Inde et de la Chine qui ont désormais entrepris de regagner la place qui était la leur à la fin du XVIII^e siècle : les égaux de l'Occident (Tableau 1). Rien n'arrêtera ce mouvement dont les origines immédiates se trouvent dans l'accumulation primitive de capital humain, et social avant tout, permise par les formes locales de socialisme des années 1950 à 1980. C'est ce capital humain et social qui permet aux deux pays de s'insérer dans les réseaux productifs mondiaux et d'y progresser rapidement. Il s'agit là du premier phénomène majeur des décennies à venir. Ses conséquences seront considérables.

La porte étroite du développement

Tableau 1.
La croissance économique
dans les deux dernières décennies du XX^e siècle

	Croissance annuelle du PIB/hbt		Population 1999 (en millions)
	1980-1990	1990-1999	
Monde	0,9	0,5	5 975
Pays riches	2,5	1,9	891
Europe de l'Est et Asie centrale	1,5	-2,9	475
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-1,1	0,8	290
Amérique latine	-0,3	1,7	509
Afrique subsaharienne	-1,2	-0,2	642
Asie de l'Est et Pacifique	6,4	6,1	1 837
Asie du Sud	3,5	3,8	1 329

Sources : d'après Banque mondiale, *World Development Report*, 2000/2001, et *Selected World Development Indicators* (tableaux 3 et 11) (Washington, Banque mondiale, 2001).

Pendant que les pays émergents sont lancés à corps perdu dans le rattrapage, le reste du monde stagne ou régresse (Tableau 1), à de rares exceptions près. Un fossé s'ouvre au sein de l'ex-Tiers-Monde qui risque bientôt d'être aussi profond que l'ancien fossé Nord-Sud. Comment l'expliquer ? Mon interprétation est que pour rattraper, un pays est obligé de passer par une porte étroite. Il existe donc une file d'attente devant la porte, et le rattrapage d'une vaste partie du monde autrefois pauvre n'empêche

pas, mais même exige, que le reste stagne et voie se creuser les écarts avec les pays riches ou émergents. Pourquoi cette porte étroite ?

L'expérience des pionniers du rattrapage, comme l'observation des processus actuels, permettent d'affirmer que le rattrapage a deux moteurs, et une condition. La condition nécessaire est un État fort reposant sur un capital social élevé (sentiment d'identité de destin, de solidarité, de confiance, légitimité des institutions, etc.). Intérieurement, cet État doit être capable de contenir et de relâcher les énormes tensions sociales que déchaîne un capitalisme débridé, croissant à 8-10 % par an, tout en ravageant si l'on n'y prend garde son capital naturel. Extérieurement, il doit pouvoir déroger quelque peu aux règles que prétendent lui imposer les puissances économiques dominantes, à commencer par le libre-échange et le respect des droits de propriété intellectuelle, au moins jusqu'au moment où il trouve lui-même intérêt à les adopter – au moins formellement – en adhérant à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). C'est ce qu'il a été permis de faire à la Corée et aux autres petits dragons, encore trop petits pour inquiéter. C'est ce que la Chine et l'Inde ont su imposer, en jouant des promesses de leur immense marché potentiel pour s'attirer la bienveillance des firmes étrangères et en adhérant tardivement à ces règles. C'est ce que malheureusement un pays africain isolé ne peut pas se permettre aujourd'hui.

Les deux moteurs sont les exportations vers les pays riches et les investissements directs des firmes issues des pays riches, lesquels apportent les savoirs et savoir-faire qu'il suffit ensuite de copier. Ce sont eux qui permettent à l'appareil productif d'un territoire de s'insérer dans les réseaux mondiaux, d'y valoriser rapidement ses avantages comparatifs et de croître ainsi à des vitesses inconnues jusqu'ici. Or, ce que peuvent absorber les marchés des pays riches et ce que peuvent investir à l'étranger leurs firmes est limité et de plus soumis à des processus de concentration : c'est là où le processus de rattrapage est déjà enclenché que vont les investissements, ce qui accélère le rattrapage. La Chine s'est envolée la première et reçoit la part du lion des investissements, l'Inde suit d'un pas plus majestueux, certains pays d'Amérique latine, dont le Brésil, sont dans la course. Les autres devront attendre.

En d'autres termes, le développement implique bien de passer une porte étroite. Quand la porte est occupée par le dragon et l'éléphant, qui de plus jouent des coudes pour passer les premiers, il n'y a plus de place pour les autres. C'est le cas de l'Afrique. Son heure viendra, il n'en faut pas douter, mais quand l'Inde et la Chine seront assez riches pour que l'Afrique reste le dernier continent à offrir des salaires misérables. En attendant, on voit mal comment elle pourrait trouver une place dans l'économie mondiale qui lui permette d'enclencher un rapide processus de rattrapage. D'autant que les conditions nécessaires de l'État fort et du

niveau de capital social élevé y sont rarement réunies, mis à part pour le moment en Afrique du Sud.

Le déclin des États-Unis

Deuxièmement, le processus de rattrapage de l'Inde et de la Chine signifie le déclin de la supériorité économique des États-Unis et de l'Europe. On s'avance donc vers un monde qui, sur le plan économique au moins, sera multipolaire. La globalisation économique ne signifie nullement la fin du pouvoir économique des États et donc de la diplomatie – et de la guerre – économique. On a vu le rôle crucial de l'État dans le processus de rattrapage, mais c'est encore le cas des pays riches. Simplement, l'enjeu de la politique et de la diplomatie – ou de la guerre – économique n'est plus pour un État de défendre « ses firmes » (puisque celles-ci deviennent de plus en plus globales et apatrides, du moins les grandes), mais de

On s'avance vers un monde qui, économiquement au moins, sera multipolaire

défendre « son territoire », plus précisément l'attrait économique de son territoire, afin d'y maintenir et d'y attirer le maximum d'activités. Il s'agira donc d'un mercantilisme enfin bien compris :

ce n'est pas l'or qu'il s'agit d'attirer dans un territoire, comme le préconisaient à tort les premiers mercantilistes, mais les poules (aux œufs d'or). Nul doute que la compétition et les conflits économiques seront vifs sur ce point. Cela engendrera une plus forte instabilité monétaire – puisque l'hégémonie du dollar est et sera de plus en plus fortement contestée – et, plus généralement, des conflits sur tous les sujets traités à l'OMC. L'émergence dans le débat de blocs de pays bien décidés à ne plus se plier aux injonctions des pays riches, qui a provoqué l'échec du cycle de Doha, indique que ce mouvement est bien amorcé.

Or ce monde tendanciuellement multipolaire au plan économique aborde le siècle avec une structure géopolitique unipolaire. Cela signifie que les États-Unis auront en réalité de moins en moins les moyens économiques d'exercer l'hégémonie que semble leur garantir une supériorité militaire écrasante. De plus, on voit mal quel pays aurait intérêt à chercher à rivaliser avec les États-Unis sur le plan militaire. Ce serait un énorme et vain gaspillage de ressources. Pour les puissances émergentes, il sera bien suffisant d'avoir les forces nécessaires pour exercer un rôle de dissuasion – c'est-à-dire des armes atomiques. C'est la raison pour laquelle les États-Unis sont à juste titre obsédés par la prolifération de ces dernières. Dans le siècle commençant, viser une hégémonie militaire écrasante ne présentera plus d'intérêt. Les États-Unis seront bien sûr les derniers à le comprendre et leur hégémonie militaire, qui coûte cher à leur territoire et à ceux qui y résident, accélérera leur déclin économique relatif.

À moins que le gouvernement des États-Unis ne trouve les moyens, par exemple en instituant quelques « tributs », d'élargir la base fiscale sur laquelle reposerait le financement d'une « police mondiale », qu'il mettrait bien volontiers au service de l'Organisation des Nations unies tout en se réservant le droit d'en faire un usage particulier, puisque celle-ci est à ses ordres. On pourrait, à cette fin, voir se déployer une argumentation visant à convaincre qu'une telle « police » serait un « bien public mondial », au même titre que la préservation du climat et la biodiversité.

Des capitalismes peu inclusifs

Venons-en aux inégalités internes. Dans l'ensemble, l'après-Seconde Guerre mondiale fut, au moins dans les pays riches, l'âge d'or des capitalismes « inclusifs », au point que les « Trente Glorieuses » et les concepts associés, tel le « fordisme », ont acquis le statut de véritables mythes économiques. « Inclusif », un capitalisme l'est lorsqu'il offre un travail permettant de vivre décemment à la totalité de la population d'un pays. Pour faire court, disons que les capitalismes des Trente Glorieuses dans les pays riches y étaient parvenus en soustrayant aux lois du marché le partage de la richesse entre salaires et profits, en en faisant au contraire une variable de politique économique. Remarquons que les capitalismes de l'époque ne sont pas devenus subitement « sociaux » par coup de foudre pour le peuple. D'une part les élites politiques ont compris que pour faire pièce au communisme, il fallait le battre sur le terrain du « progrès » économique. D'autre part, dans des économies fermées, c'était tout simplement leur intérêt bien compris. La célèbre maxime de Henry Ford : « J'augmente mes ouvriers pour qu'ils puissent m'acheter des voitures » n'est valable que dans une économie presque fermée, où les concurrents, comme General Motors, sont pratiquement obligés d'en faire autant. Dans une économie ouverte, cette maxime mise en pratique deviendrait : j'augmente mes ouvriers mais ils achètent des voitures à l'étranger, où elles sont moins chères parce que les ouvriers n'y ont pas été augmentés.

Notons bien ce que furent à l'époque les conditions nécessaires d'un tournant réformiste qui fit mentir les prévisions pessimistes sur l'avenir des capitalismes, lesquelles étaient fort nombreuses en 1945, et propagées par de bons esprits comme Schumpeter. Il fallut une menace politique grave et crédible et un modèle économique cohérent et praticable dans le cadre d'un État-nation. Rien de cela n'existe aujourd'hui.

Inclusifs, les capitalismes qui se déploient sous nos yeux le seront probablement beaucoup moins, ignorant des masses d'hommes que, pour cette raison, je nomme : « hommes inutiles ». Ils sont structurés par des

réseaux de firmes globaux, en concurrence oligopolistique affaiblie (allant jusqu'au monopole) à mesure que l'on monte vers les têtes de réseau, mais féroce et globale à la base. Les têtes de réseaux, acteurs nomades déployant leurs activités dans la plupart des territoires, stimulent et fertilisent, ou au contraire étouffent et réduisent, ou encore ignorent superbement la masse des activités sédentaires : celles qui emploient la multitude de ceux dont les activités se bornent à un horizon local, au plus national. La globalisation actuelle est une globalisation engendrée par des nomades qui, au lieu d'interagir avec des sédentaires dans leur environnement immédiat, agissent désormais à une échelle mondiale. Cette distinction entre activités nomades et sédentaires, je la traduis par une distinction entre les hommes, qui se partagent entre « compétitifs » et « protégés ». J'appelle, sans jugement de valeur, « compétitifs » les hommes engagés dans des activités nomades. Ils sont en compétition permanente avec d'autres compétitifs, situés dans d'autres territoires, d'où leur nom. Les « protégés » sont ceux qui sont engagés dans les activités sédentaires. Ils sont tout autant soumis à la compétition économique, mais seulement entre eux, à l'échelle d'un territoire qui a tout au plus les dimensions d'un État-nation, souvent beaucoup moins. En termes moins techniques : les compétitifs produisent des biens et services exportables,

**Les « compétitifs » produisent
des biens et services exportables,
les « protégés » des biens
et services dans une aire
géographique limitée**

les protégés des biens et services qui ne voyagent qu'au sein d'aires géographiques limitées, et pas au-delà des frontières d'un État, territoire le plus large dans lequel les hommes peuvent se déplacer librement. Cette distinction entre compétitifs et protégés

n'est possible que parce qu'existent des frontières d'États filtrant les mouvements des hommes. Dans une économie vraiment globale où les frontières auraient disparu, cette distinction tomberait : tout le monde serait en compétition avec tout le monde, chacun pouvant s'installer où il l'entendrait. Il n'existerait plus que des compétitifs.

De la structure en réseau qui caractérise les capitalismes actuels résulte le développement rapide de pôles d'accumulation de richesses, tous situés au sein des grandes mégapoles mondiales : New York, Los Angeles, Londres, Paris, Shanghai, Singapour, Bombay, Bangalore, Sao Paulo, etc. Ces pôles sont étroitement liés entre eux par les échanges marchands de haute intensité. Ils sont entourés de pôles-relais (d'autres villes en général) vers les « hinterlands » où dominent les activités sédentaires. Le terme de hinterland n'est plus, au XX^e siècle, synonyme d'éloignement et de difficulté d'accès. Il l'est certes encore là où la distance géographique compte

toujours, comme dans les vastes régions enclavées d'Afrique, mais ailleurs il est surtout économique : les bidonvilles imbriqués dans Bombay en font partie. Cette structure ressemble donc à celle qu'identifie Braudel⁴ dans l'économie monde du XVII^e siècle, siècle de la splendeur d'Amsterdam trônant au sommet d'un archipel de villes riches qui flottent sur un océan d'activités vouées à la « civilisation matérielle », c'est-à-dire à la production de biens nécessaires à l'autosubsistance ou à l'échange local – ce que j'appelle les activités sédentaires.

On comprend pourquoi ces capitalismes en réseaux pourraient être assez peu inclusifs. Ils pourraient se déployer, pas même en « surexploitant », mais tout simplement en ignorant des masses considérables d'hommes sédentaires, ainsi réduits à tenter de vivre par leurs propres moyens, ou des débris de richesse qui finiraient par tomber jusqu'à eux. En termes plus brutaux, disons de ces hommes qu'ils sont « inemployables » en tant que compétitifs. Ils n'ont donc de possibilité de trouver un emploi que dans les activités sédentaires. Or la demande qui s'adresse, dans un territoire donné, aux activités sédentaires a deux composantes. D'abord les revenus que les compétitifs localisés dans ce territoire veulent bien consacrer aux biens et services produits dans ce territoire par les protégés. Ensuite la demande des protégés eux-mêmes pour leurs propres produits. Mais cette autoproduction d'activités sédentaires au sein du groupe des protégés est nécessairement limitée, puisque les biens et services que ces activités sédentaires produisent ne couvrent qu'une partie, d'ailleurs décroissante, des besoins humains. La demande adressée aux protégés d'un territoire est en conséquence avant tout dépendante du nombre et des revenus des compétitifs présents sur ce territoire. Le sort des protégés dépend donc surtout de la compétitivité de « leurs » compétitifs dans l'arène globale... Face à une demande ainsi déterminée, et donc à un nombre d'emplois protégés déterminés de même, les protégés les plus qualifiés sont employés d'abord, quitte d'ailleurs, de plus en plus souvent, à ce qu'ils travaillent bien en dessous de leur qualification. Quant aux autres, ils sont simplement inutiles. Cet « homme inutile », on le trouvera aussi bien chez les jeunes gens et jeunes filles d'Europe dont la qualification ne sera pas demandée par les firmes globales et leurs réseaux locaux (et qui peuvent prétendre au mieux à des emplois, par exemple, de serveurs dans un restaurant, ou de vendeurs) que dans les bidonvilles des pays pauvres, où le secteur dit « informel » occupera encore pour longtemps la plus large part de la population.

4. F. Braudel, *Civilisation matérielle, Économie et Capitalisme, xv^e-xvii^e siècles*, Paris, Armand Colin, 1979.

Comme au temps béni et désormais quasi mythique des « Trente Glorieuses », les États pourraient tenter de faire en sorte que leurs capitalismes soient plus inclusifs qu'ils n'ont spontanément tendance à l'être. Il s'agirait de prendre des mesures favorisant la diffusion de richesses des pôles vers leur hinterland, voire, moyen suprême, enclenchant et stimulant un mécanisme vertueux d'échanges entre eux, qui les rapproche en tirant l'hinterland vers le haut. La difficulté, c'est que la réponse des États à ce type d'interpellation est en général du type : « Vous avez raison ! Il faut combattre les inégalités sociales et spatiales issues de la globalisation. Mais avant de se préoccuper de la diffusion de la richesse, préoccupons-nous d'abord d'en attirer le maximum dans nos propres pôles, sinon, il n'y aura rien à diffuser ». À bon droit, car il existe une réelle compétition entre eux sur ce point. Si bien que la bonne stratégie pour attirer le maximum de richesse est d'avoir des pôles très actifs et compétitifs au sein d'un hinterland très pauvre qui tire vers le bas les salaires. L'inégalité interne est gage de compétitivité externe !

C'est bien cela qui fait la force irrésistible de la Chine et de l'Inde. Un informaticien indien titulaire d'un doctorat de Stanford gagne, au taux de change actuel de la roupie en dollar, deux ou trois fois moins s'il travaille à Bangalore que s'il était resté en Californie. Cependant il vit, par bien des aspects, beaucoup mieux à Bangalore qu'en Californie. En raison de la très faible productivité et donc des très faibles revenus de l'hinterland indien, il peut s'offrir une belle maison, mais surtout des domestiques, un luxe encore réservé aux très riches dans les pays riches. Il peut même s'offrir aisément une voiture, qui demeure un luxe en Inde, car le groupe Tata a commencé à commercialiser des voitures qu'il a non seulement produites mais aussi conçues et qui coûtent moins cher que la Logan de Renault destinée aux pays pauvres. Voilà pourquoi de plus en plus de jeunes informaticiens américains ou européens se voient proposer, en début de carrière au moins, d'aller travailler à Bangalore... avec un salaire indien.

L'inégalité sociale dans les pays riches risque fort de continuer à se creuser

Des pôles compétitifs dans un hinterland pauvre, c'est aussi ce qui fit le succès de l'Irlande dans l'Union européenne, par exemple, et c'est ce pourquoi aujourd'hui les firmes européennes sont si attirées par les nouveaux membres orientaux de l'Union. Cependant, on voit immédiatement là une structure classique de dilemme du prisonnier : la stratégie de non-diffusion de la richesse est immédiatement gagnante si on est le premier à l'adopter. Si tout le monde le fait, personne n'en tire bénéfice.

Dans ces conditions, l'inégalité sociale dans les pays riches risque fort de continuer à se creuser entre une minorité de compétitifs et une majorité

de protégés. Le seul cas où les inégalités pourraient ne pas s'accroître serait celui où le nombre et/ou les revenus moyens des compétitifs d'un territoire augmenteraient plus vite que le nombre des protégés. Dans ce cas, la demande adressée aux protégés d'un territoire croît plus vite que leur nombre, et leur sort s'améliore. C'est ainsi que les États-Unis, après deux décennies de croissance continue des inégalités économiques internes, ont connu un arrêt (mais pas une inversion) de ce mouvement durant les années 1990, car l'avance prise par ce territoire dans les technologies de l'information y a engendré une forte création d'emplois compétitifs. Depuis le krach de mars 2000, les inégalités internes ont recommencé à augmenter.

L'inégalité sociale s'accroît aussi dans les pays en rattrapage : c'est particulièrement spectaculaire en Chine, mais cela commence en Inde. Cependant dans leur cas, il pourrait être de l'intérêt bien compris de leurs capitalismes de ne pas trop la laisser s'aggraver, pour que le marché interne prenne le relais des exportations vers les pays riches, qui tirent le rattrapage mais sont limitées et soumises à la convoitise des nouveaux venus.

S'agissant des inégalités internes croissantes, quelles sont les options ? Favoriser un développement plus rapide des classes moyennes reste une option dans les pays en rattrapage. Elle n'a pas nécessairement la préférence des plus riches de ces pays, mais pour la classe moyenne émergente, elle est économiquement et politiquement justifiable. Dans les pays riches, l'option économiquement rationnelle pour les compétitifs, c'est sans conteste l'accroissement des inégalités. L'alternative existe, c'est celle que préconisent *ad nauseam* les gouvernements des pays riches, toutes orientations politiques confondues : « sortir par le haut, investir massivement dans la recherche, l'enseignement, le capital humain et social, etc. » Bref, accroître le nombre des compétitifs. Ce à quoi il convient d'ajouter l'autre branche de l'alternative, moins souvent prônée : l'accroissement de la solidarité. Après tout, dans les pays riches, ceux que la globalisation enrichit pourraient trouver des formes intelligentes de compensation à l'égard de ceux qu'elle appauvrit, du moins de ceux des appauvris qu'ils estiment être situés dans leur espace de solidarité « légitime », s'ils en ont un. Ce n'est, en théorie, pas impossible.

À observer le cours des choses, il semble pourtant que la probabilité la plus forte soit la poursuite de la tendance déjà engagée : un accroissement des inégalités et un laminage des classes moyennes dans les pays riches. On conviendra sans difficulté que les classes moyennes sont le pilier de la

démocratie parlementaire occidentale. Peut-être ne faut-il pas chercher beaucoup plus loin les racines de la crise manifeste que traverse ce régime politique.

D'autant que l'accroissement des inégalités économiques entre résidents en situation « régulière » n'est pas le seul défi à la cohérence de ces sociétés et donc au fonctionnement de leur système politique. Il en est un autre : comment traiter les « étrangers » qui ont réussi à pénétrer sur le territoire ? Les pressions migratoires ne peuvent en effet que s'intensifier avec la globalisation et bientôt avec le changement climatique. Or on ne parviendra jamais à stopper l'immigration dite « illégale », ni à renvoyer massivement chez eux les « clandestins ». En conséquence, soit on affronte cette réalité et elle devient une question politique évidemment majeure : comment les accueillir ? Soit on la nie, du moins officiellement, et on laisse alors se développer une société coupée en deux : ceux qui ont des droits et ceux qui n'en ont pas, les « sans-papiers ». Les uns comme les autres travaillant et vivant côte à côte sur le même territoire. Cette dualité contredit les principes mêmes de la démocratie : c'est en fait un moyen de la saper profondément. Reconnu ou ignoré, « l'étranger chez soi » devient donc l'une des questions politiques majeures de la globalisation en cours, et pas seulement dans les pays riches.



MOTS CLÉS

Globalisation
Économies émergentes
Économies développées
Inégalités